

DISCOURS A L'OCCASION

DE LA FIN DU MANDAT DU CHEF DE FILE DE L'OPPOSITION POLITIQUE AU BURKINA FASO

Messieurs, Mesdames,

Chers invités,

Chers camarades de lutte,

Par résolution N°002-2009/AN/B/PRES du 23 Septembre 2009 et conformément à la loi n°009-2009/AN portant statut de l'opposition politique, le Bureau de l'Assemblée Nationale m'a désigné Chef de file de l'opposition politique, et cela, en ma qualité de Président de l'Union pour la Renaissance/Mouvement Sankariste (UNIR/MS) devenue Union pour la Renaissance/Parti Sankariste (UNIR/PS), parti d'opposition ayant eu le plus grand nombre d'élus à l'Assemblée Nationale à l'issue du scrutin du 06 Mai 2007 lequel scrutin allait consacrer l'installation de la 4^{ème} législature.

Le 09 Octobre 2010, avec la présence effective de leurs Excellences Monsieur le Premier Ministre Tertius ZONGO et Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale Roch Marc Christian KABORE, nous ouvrons effectivement le siège où nous nous trouvons aujourd'hui devant abriter cette nouvelle institution.

Condamné par plus d'un observateur à mourir dès sa naissance, le Chef de file de l'opposition politique en tant que institution, aura non seulement survécu, mais est devenu un pilier de la démocratie au Burkina Faso.

En effet, s'il est vrai que les instruments internationaux auxquels le Burkina Faso a souscrit, prescrivent que « les Etats doivent s'engager à renforcer le pluralisme politique, notamment par la reconnaissance du rôle des droits et des obligations des partis politiques légalement constitués y compris les partis politiques d'opposition qui peuvent bénéficier d'un statut sous la loi nationale, notre conviction a toujours été que l'opposition politique organisée est, et demeurera l'épine dorsale à partir de laquelle se juxtaposeront les pyramides de l'avenir. Refuser donc le principe de l'alternance ou du changement serait insensé car la nature est faite de mutations les unes après les autres à l'image de la vie tout court.

Aussi, au moment où nous venons de célébrer les 52 ans d'indépendance de notre pays, nous devons comprendre que nos devanciers se sont battus au péril de leurs vies pour ce beau pays qu'ils nous lèguent. C'est également dans cet esprit que les filles et fils de ce pays sont tous interpellés, et la meilleure formule que j'ai trouvée est contenue dans

la pensée du Président Thomas SANKARA quand il disait : « **gardons-nous de faire de l'unicité une univocité asséchante, paralysante et stérilisante. Au contraire, préférons-lui l'expression plurielle diversifiée et enrichissante de pensées nombreuses, d'actions diverses ; pensées et actions riches de mille nuances, toutes tendues courageusement et sincèrement dans l'acceptation de la différence, le respect de la critique et de l'autocritique vers le même, le seul objectif radieux qui ne saurait être rien d'autre que le bonheur de notre peuple. »**

Cette conviction nous a aussi amené à placer notre mandat sous le signe de « la construction du dialogue politique en tant que nécessité pour une nouvelle dynamique de la démocratie ».

Cependant, il faut convenir avec le Professeur G. Burdeau pour dire que le sens de la démocratie a changé tout comme la théorie de la lutte des classes est devenue une hypothèse d'école pour certains.

De la chute du mur de Berlin à la révolution arabe en passant par l'effondrement du bloc soviétique, on assiste à une véritable Tsunami politique avec son corollaire de crises récurrentes qui n'épargnent pas l'Afrique et particulièrement notre pays qui vit depuis 1998 des crises successives dont celles de 2011 nous rappelle une fois de plus la pertinence du dialogue politique.

Mais est-ce une utopie en politique de parler de dialogue ?

Selon Monseigneur Anselme Titiana SANOU, « **il faut se garder de prendre la paix comme un objectif valable et idéal, une utopie que l'on ne peut espérer** ». « **La paix est possible** » comme le dialogue est possible car « **La paix n'est pas un objectif, mais le chemin** ». **Le chemin de la paix et du dialogue est un humble instrument précieux pour construire de manière positive l'humanité de ce temps en nous-mêmes et dans les sociétés, dans les domaines du politique, de l'économique, du culturel, de l'éthique et du religieux. Il en va de la crédibilité de nos jeunes nations africaines** ».

Cet enseignement de l'homme émérite nous a séduit et nous apprend par ailleurs qu'il n'y a point de compromission dans le dialogue constructif qui se repose essentiellement sur des valeurs de vérité, de justice et d'éthique sans lesquelles il est vain de vouloir construire des ponts pour une société véritablement démocratique.

Honorables invités,

Mesdames et Messieurs,

Chers camarades,

C'est là que mon parti, l'UNIR/PS, peut se targuer mais avec humilité d'avoir joué à fond sa partition.

L'UNIR/PS en tant que parti qui a pour objectif de contribuer à la transformation fondamentale des mentalités tournées vers l'intégrité qui fait la fierté de notre beau pays a été le mouton de sacrifice pour donner à l'institution un sens et susciter aujourd'hui un réel engouement autour du chef de file de l'opposition politique en tant qu'institution de renforcement de notre processus démocratique.

Une fois encore, nous ne pouvons nous empêcher de penser au Président Thomas SANKARA qui disait que faire œuvre de pionnier c'est oser tracer des sillons inattendus dans lesquels d'autres s'engageront demain allègrement, en oubliant que les premiers ont été couverts d'insultes et d'opprobre (fin de citation).

Il vous souviendra en effet que depuis que la loi a été adoptée en 2000, des responsables de partis politiques qui auraient dû occuper les fonctions de chef de file de l'opposition se sont purement et simplement dérobés, à telle enseigne que quand nous avons décidé de relever le défi en 2009, beaucoup se demandaient si ce n'était pas suicidaire pour nous-même et pour notre parti, l'UNIR/PS.

Notre attitude a été de demander à notre peuple de nous juger sur les actes comme le maçon au pied du mur.

Mesdames, Messieurs,

Chers invités,

En trois (03) années d'exercice de notre mission qui a été principalement celle de créer et d'animer une institution n'ayant jamais existé auparavant et qui, de surcroît de par sa nature est des plus complexes, nous pouvons avec modestie dire toute notre fierté d'avoir un résultat concret à laisser à la prospérité et à l'histoire politique de notre pays car le Chef de file de l'opposition politique est devenu une réalité comme l'a rappelé le 24 décembre le Président de l'Assemblée nationale à son discours de clôture de la dernière session parlementaire ordinaire de l'année 2012..

Des témoignages aussi montrent bien le rôle et la place du Chef de file de l'opposition dans l'ancrage de la démocratie.

C'est pourquoi, nous avons aussi depuis notre prise de fonction jetté tout notre dévolu sur l'organisation d'élections libres, transparentes, crédibles afin qu'elles soient acceptées par la classe politique et notre peuple.

Ainsi, tirant leçon de l'élection présidentielle de 2010, nous avons lutté âprement pour obtenir le renouvellement de la CENI, l'application de la biométrie et la prise en charge des délégués des partis politiques dans les bureaux de vote, toutes choses qui ont permis la tenue des élections couplées municipales et législatives le 02 Décembre 2012.

Si les observateurs étrangers et nationaux s'accordent à minimiser les insuffisances pour accréditer la thèse d'élections libres, transparentes, équitables, crédibles et que sais-je encore, il faut être réaliste et reconnaître qu'à terme, ces élections laissent un goût amer du fait que la fraude électorale est devenue une idéologie défiant toute technologie pour ceux qui s'obstinent à refuser le changement. Les différentes pratiques mafieuses ont ainsi annihilé tous les efforts et les divers sacrifices consentis pour une saine compétition électorale.

Malgré tout, les partis politiques de l'opposition s'en tirent avec une trentaine de députés et environ trois mille (3000) Conseillers municipaux selon les résultats qui viennent d'être proclamés.

Cette nouvelle donne politique a contraint Monsieur Assimi KOUANDA, Secrétaire Exécutif du CDP à reconnaître que son parti plie mais ne rompt pas ; c'est-à-dire que le CDP et ses mouvanciers se cherchent maintenant avec le vent du changement qui souffle de plus en plus fort et qui risque non pas de rompre le roseau, mais de briser le chêne qui veut se faire subitement roseau.

Les signes ne trompent pas et l'émergence de nouvelles forces politiques sont la preuve d'une grande vitalité de l'opposition et de la détermination de notre peuple à se battre pour le changement démocratique.

Voilà pourquoi, je voudrais saisir cette occasion pour féliciter tous les trente et deux (32) partis politiques de l'opposition qui ont pris part à ce scrutin. De façon particulière, je voudrais saluer la grande performance de l'UPC et de ses responsables qui viennent de démontrer que le changement est possible et est à portée de main. Je les félicite et les encourage dans cette lutte difficile mais combien valorisante pour le changement.

Je voudrais aussi rappeler que si sur soixante quatorze (74) partis politiques qui ont pris part aux élections couplées le 02 Décembre 2012, trente et deux (32) seulement étaient de l'opposition politique, les quarante et deux (42) partis ont été naturellement nos adversaires politiques.

Mesdames et Messieurs,

Chers invités,

Chers camarades de lutte,

C'est le lieu et le moment de rappeler que, avoir un statut pour l'opposition est en revanche dans le contexte de cette anarchisation de la vie politique à laquelle nous assistons, une nécessité impérieuse si nous voulons véritablement une transition démocratique car le pouvoir n'hésitera pas à poursuivre le jeu de la carte de la division de l'opposition pour mieux régner.

Ne dit-on pas qu'un homme avisé en vaut deux ? Je suis persuadé que mon successeur trouvera les ressources nécessaires pour mieux coordonner et unifier les actions de l'opposition politique pour lui faire jouer pleinement son rôle de levier et de levain de la démocratie.

Nous lui souhaitons alors beaucoup de succès et lui réitérons toute notre disponibilité.

En attendant, l'article 6 de la résolution N° 001-2010/AN/B/PRES du 23 avril 2010 fixant les avantages et privilèges du Chef de file de l'opposition politique stipule : « le Chef de file de l'opposition politique organise son cabinet. Il est administrateur des fonds... Il rend compte de sa gestion au Président de l'Assemblée Nationale, ordonnateur du budget. »

A ce titre, nous avons fait reddition de nos comptes et demandé à être déchargé désormais de nos fonctions de Chef de file de l'opposition politique étant entendu que l'Assemblée Nationale en clôturant sa deuxième session ordinaire le 24 Décembre 2012 a en même temps mis fin à la quatrième législature, le mandat des députés de la cinquième législature ayant été d'ailleurs validé hier, 28 décembre 2012.

Bien sûr, que nous continuerons à expédier les affaires courantes le cas échéant dans l'attente de la désignation du prochain Chef de file de l'opposition politique comme le requiert la loi.

Au moment donc où nous quittons définitivement nos fonctions de Chef de file de l'opposition politique, nous voudrions, toute mon équipe et moi-même, adresser nos sincères remerciements :

- aux autorités politiques, administratives, coutumières et religieuses ;
- à Monsieur le Président de la CENI et ses collaborateurs ;
- aux différents groupes parlementaires de l'Assemblée Nationale ;
- aux Présidents d'institutions ;
- aux représentants des corps diplomatiques et consulaires ;
- aux partis politiques ;

- aux membres des partis politiques qui ont accepté travailler dans les commissions ad hoc que nous avons créées ;
- aux organisations de la société civile ;
- à la presse ;
- bref ! au peuple burkinabé tout entier.

Comme je le dis dans notre dernier rapport, je lui dédie tous les succès que nous avons pu remporter et fais miens propres les échecs que je laisse à vos analyses et commentaires dans l'espoir que vos critiques avisées éclaireront et instruiront davantage l'avenir.

Enfin, à mon successeur je voudrais le féliciter et lui souhaiter plein succès pour la suite.

Que puisse Dieu tout puissant et les mânes de nos ancêtres veiller sur le Burkina Faso et prévenir tout risque de division, de discorde et de haine et que l'année nouvelle qui s'annonce soit porteuse d'espoir et de succès pour tous.

Bonne et heureuse année 2013 !

Je vous remercie

Ouagadougou, le 29 décembre 2012

Maître Bénéwendé Stanislas SANKARA

(Président de l'UNIR/PS)